

Envahissement du Comité Technique d'Etablissement Local du jeudi 24 mai 2018.

Le gouvernement impose aujourd'hui encore une nouvelle feuille de route à notre directeur général. En effet, l'activité imposée en 2017 n'a pas été au rendez-vous à l'Assistance Publique, par conséquent il a été demandé à HIRSCH de taper sur le personnel pour que le déficit des 200 millions d'euros soit remis à l'équilibre.

Il est donc imposé aux différents groupes hospitaliers une cible d'activité avec des nouvelles mesures d'efficacité. ORIO répond toujours présente quand il s'agit de faire des plans d'économies, elle a toujours été une bonne élève.

L'efficacité budgétaire imposé sur Henri MONDOR représente 0,5% de la masse salariale à rendre, répartie selon :

- Réduction de 39 ETP (Equivalent Temps Plein),
- Une réduction de l'offre de service « petite enfance » (suppression de plus de 80 % des places en centre de loisirs)
- Une réduction de l'enveloppe allouée aux heures supplémentaires
- Une limitation des Remplacements des Congés Annuels (R.C.A.)
- Réduction du versement de la prime spéciale d'installation
- Remodélisation du calendrier de recrutement (non remplacement pendant 1 mois minimum des postes vacants dans les services administratifs, techniques, logistiques)

Jeudi 24 mai 2018, à l'appel de SUD Santé les personnels ont répondu massivement pour envahir l'instance du CTEL consacré à la « Déclinaison locale du plan de modernisation et de transformation de l'AP-HP », véritable plan d'économie assassin.

Face à la détermination des personnels, la directrice Orio n'a pu qu'accepter leur présence. Le personnel a su se faire entendre et exprimer leur colère.

La direction locale reconnaît que l'objectif défini par la direction générale est inadmissible et avoue son impuissance face au diktat économique imposé par l'exécutif. Elle appliquera malgré tout ce qu'on lui demande, sans aucun état d'âme.

La directrice Orio explique clairement que ce n'est pas cette instance qui changera la politique actuelle de la santé mais, en revanche, elle refuse de dénoncer à nos tutelles cette politique austéritaire. Elle est donc complice de cette dictature du chiffre avec le ministre de l'Economie et des Finances, avec la ministre des Solidarités et de la Santé, avec le directeur général de l'AP-HP et ainsi que tous les directeurs des hôpitaux de l'AP-HP.

SUD Santé exige l'annulation de la dette des hôpitaux et demande que tout soit mis en œuvre pour que le service hospitalier reste un service public.

**SEULE LA MOBILISATION MASSIVE DES PERSONNELS HOSPITALIERS
POURRA STOPPER LE SABORDAGE DE NOTRE INSTITUTION.**

Quand tout sera privé on sera privé de tout !

Créteil, le 24 mai 2018